La France traverse une crise institutionnelle. Il faut donc changer les institutions, et, pour cela, il faut partir des territoires, car, ces deux dernières décennies, les territoires ont été abîmés et minorés au sein de la République.

Quarante ans après la réforme de décentralisation portée par François Mitterrand, vingt-deux ans après la réforme constitutionnelle dite « Raffarin », qui a été positive dans son esprit, mais qui est restée sans lendemain, force est de constater à quel point les institutions françaises ont évolué au détriment des territoires.

Certaines régions historiques, auxquelles les citoyens étaient viscéralement attachés, ont été rayées d’un trait de plume comme l’a été l’Alsace. La démocratie territoriale est régulièrement bafouée et les demandes institutionnelles des territoires sont systématiquement ignorées comme au Pays Basque ou en Bretagne. Les collectivités décentralisées ont été dévitalisées par le moyen de la fiscalité dont on leur a totalement et systématiquement retiré la maîtrise.  
Le rouleau compresseur jacobin avance aveuglément. Il écrase les langues et les cultures régionales et il détruit la substance propre de sociétés dans lesquelles les populations se reconnaissent spontanément, en Corse, au Pays Basque, en Bretagne, en Alsace, en Catalogne, en Occitanie et dans tous les territoires singuliers de l’Hexagone et de l’Outre-Mer. Les citoyens en sont déboussolés, et ce désarroi s’entend au fond des urnes de façon préoccupante.

Il y a une crise sociale, il y a une crise écologique, il y a une crise économique, mais c’est aussi cette crise existentielle dans la diversité des territoires qui se fait entendre dans le pays par un vote protestataire qui en est l’expression.

C’est pourquoi, à l’heure où doivent s’engager des réformes profondes pour redonner au peuple confiance dans ses institutions, il est capital de le faire aussi par le levier des territoires, là où les citoyens sont enracinés, là où ils font société.

Les réformes technocratiques des vingt dernières années ont totalement ignoré et méprisé les territoires. Le but de ce colloque, pour lequel je veux remercier Stéphane Lenormand qui, avec plusieurs députés du groupe LIOT, en a permis l’organisation, est de les remettre au centre du débat politique, pour que le futur se construise sur de bonnes bases, celles du respect et de la solidarité entre les territoires, dans toute leur diversité.

Je vous remercie d’y avoir participé et d’avoir ainsi contribué à construire ce message essentiel pour l’avenir de la démocratie.